



La guerre froide du XXIème siècle

Par [Eva Golinger](#)

Mondialisation.ca, 24 septembre 2008

[Michel Collon info](#) 24 septembre 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Militarisation](#)

Qui aurait pu imaginer qu'en 2008 la Russie aurait une présence militaire dans les eaux des Caraïbes, que les pays latino-américains seraient en situation de confrontation hostile avec les Etats-Unis d'Amérique et que la société humaine serait dans une course contre la montre pour savoir qui, des tempêtes naturelles ou de celles déclenchées par la guerre, détruirait le plus vite la planète ?

L'auteur donnera une conférence à Paris mardi 23 septembre

Car peu de temps après la confrontation tendue entre la Russie et les Etats-Unis à propos de la situation en Géorgie, les avions TU-160, des bombardiers russes, sont arrivés en territoire vénézuélien pour des manœuvres militaires conjointes avec les Forces Armées Boliviennes.

La réaction publique de Washington fut cynique : le porte-parole du Département d'Etat a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à escorter les avions TU-160 pour leur retour en Russie s'ils ne partaient pas au moment prévu- mais au Pentagone on activait les codes secrets pour préparer la défense et la puissance militaire dont les Etats-Unis disposent dans la région.

A ce propos, il n'y avait pas de raison d'escorter les avions russes chez eux, puisqu'ils étaient déjà partis le 18 septembre, mais rapidement était arrivée une flotte russe avec d'autres avions de combat, qui participaient à des manœuvres militaires avec l'armée bolivienne.

L'invitation du Venezuela à la Russie d'amener un petit échantillon de ses forces dans cet hémisphère n'est ni exagérée ni réactionnaire.

Depuis 2006, Washington a augmenté sa présence militaire en Amérique Latine, surtout dans les bases de Colombie, de la région andine et des Caraïbes. Curieusement, la base qui a maintenu le plus de présence et d'investissement étasunien ces dernières années est sur la petite île de Curazao, à quelques kilomètres des côtes vénézuéliennes. Washington a ouvert sa base aérienne à l'aéroport international de Hato, à Curazao, en 1999, avec une série d'autres bases, dans l'île voisine de Aruba, au Salvador et à Manta, en Equateur. Ces bases, appelées FOLS (Forward Operating Locations) étaient en principe la réponse à la fermeture de la base Howard, au Panama, pour que Washington puisse continuer sa lutte contre les narcotrafiquants de la région. Ils ont justifié le nombre de bases en disant que c'en étaient des petites, opérationnelles et dans des lieux plus éloignés, pour pouvoir couvrir un plus grand territoire avec les satellites et la surveillance aérienne (espionnage etc...). Washington a signé des contrats de 10 ans pour installer les FOLS dans les différents

pays et îles.

Quand Rafael Correa a gagné la présidence en Equateur en 2006, il a annoncé que son gouvernement ne renouvellerait pas le contrat pour maintenir la base de Washington à Manta. Cela a provoqué une réaction sévère du Pentagone, qui a commencé à activer les plans de déstabilisation en Equateur contre le gouvernement de Correa, tout en déplaçant les forces militaires dans d'autres endroits. Logiquement, elles ont été déplacées en Colombie et dans les Caraïbes.

Les navires de guerre, les porte-avions et les sous-marins nucléaires étasuniens et des pays de l'Otan qui ont croisé dans les eaux des Caraïbes durant la dernière année et demi ont de loin dépassé le nombre de ceux qui sont passés par ces eaux durant les dix dernières années.

En 2006 et 2007, Washington déclarait que sa présence militaire accrue dans la région, notable mais non prévue, était simplement due à la participation à des exercices militaires de routine. Mais en 2008 ce qui était seulement des exercices s'est mué en de véritables simulations de guerre.

En février 2008, le Pentagone a lancé l'Opération « Enduring Freedom Caraïbe- Amérique Centrale », envoyant un bataillon de forces spéciales sur zone pour répondre aux menaces terroristes potentielles de l'hémisphère. Dans le même temps, le gouvernement de George W. Bush a annoncé qu'il étudiait l'idée de mettre le Venezuela sur la liste des états terroristes, ce qui impliquerait l'application de la doctrine de la guerre préventive inventée par ce même gouvernement.

Quelques mois plus tard, en juillet 2008, le Pentagone a annoncé l'activation de la quatrième flotte de l'armée des USA, qui n'avait plus été activée depuis la seconde guerre mondiale. Pour quelle raison Washington a-t-il activé une force militaire qui était restée en réserve depuis 60 ans ?

Les méthodes étasuniennes, faites de coups d'états, de sabotage économique, de guerre psychologique, d'intervention dans les élections, de déstabilisation et de subversion dans la société civile, etc., ont échoué, dans la région.

Depuis la première élection de Chavez il y a dix ans, l'Amérique Latine a quasiment complètement basculé à gauche et, en plus d'avoir aujourd'hui des présidents dignes, forts et souverains, comme Chavez, Correa, Evo et Christina, la politique extérieure du Venezuela a réalisé un niveau d'intégration et de souveraineté latino-américaine jamais vue auparavant dans l'Histoire.

Les gouvernements actuels d'Amérique Latine ne se mettent plus à genoux devant leur ex-maître du Nord. Lorsque les représentants diplomatiques de Washington en Bolivie ont fait preuve d'ingérence et de provocation sans arrêt, le gouvernement d'Evo Morales les a expulsés.

Le Venezuela a fait de même ensuite. Ce n'était pas pour autant un caprice. Les preuves de la participation de Philip Goldberg à des plans violents, séparatistes et déstabilisateurs en Bolivie étaient nombreuses et incontestables.

Au Venezuela, l'ambassade des Etats-Unis a été le centre de financement de l'opposition, de conseil et d'entraînement des mouvements déstabilisateurs et anti-démocratique du pays, et en plusieurs occasions des membres de ce corps diplomatique ont été surpris en train

d'infiltrer et d'espionner les forces armées vénézuéliennes.

Par conséquent, les réactions de la Bolivie et du Venezuela de ne pas permettre davantage cette ingérence insolente étaient justifiées.

Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu leur domination et leur contrôle sur la région, une zone qu'ils appelaient autrefois leur « arrière-cour ». Cette perte est un coup sévère pour l'empire du nord. En plus du coup porté à son orgueil de superpuissance, l'indépendance latino-américaine remet en question la livraison et la garantie d'accès aux ressources naturelles nécessaires pour l'existence même du modèle étasunien.

A ne plus pouvoir contrôler les réserves pétrolières du Venezuela et les économies des pays d'Amérique du Sud, les Etats-Unis entreront dans une crise financière et sociale très grave, bien plus grave que celles qu'ils ont déjà connues. En conséquence, Washington réagit avec son arme la plus puissante, sa puissance militaire, qui est la plus grande du monde entier.

Depuis la crise des missiles entre Cuba, Washington et l'Union Soviétique (Cuban Missile Crisis) en 1962, on n'a plus vu une présence russe de cette taille en Amérique Latine. Que signifie ceci pour la région et la communauté internationale ?

Aujourd'hui la grande différence tient à ce que l'Amérique Latine est beaucoup plus forte qu'il y a quatre décennies. Aujourd'hui Cuba n'est plus seul. Et bien que l'Union Soviétique n'existe plus et que la Russie soit affaiblie, Washington l'est aussi. Sans domination sur la région, Washington ne peut plus serrer le poing pour frapper la Russie. Bien plus de portes sont ouvertes aujourd'hui en Amérique Latine pour la Russie et pour l'autre « bête noire » de Washington- l'Iran- que pour les Etats-Unis.

Cependant Washington n'abandonnera pas la partie aussi facilement.

Les plans d'assassinat contre les Présidents Chavez et Morales s'intensifieront. On a déjà mis à jour au Venezuela un grand complot pour un coup d'état (*) et l'assassinat du Président Chavez, conduit par un groupe de militaires actifs et à la retraite, conjointement avec les médias de communication privés et les secteurs d'opposition.

Heureusement, on est parvenu à les mettre au jour, jusqu'ici. Mais il y aura davantage d'attentats et d'agressions au fur et à mesure que Washington et ses alliés seront de plus en plus désespérés.

On peut juste espérer que cette guerre reste froide et ne se réchauffe pas.

Eva Golinger donnera une conférence mardi 23 septembre à 17h45 à l'Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela
11, rue Copernic, 75116 Paris

(*) en français dans le texte.

Traduction : Jean-Louis Seillier pour Investig'Action.

La source originale de cet article est [Michel Collon info](#)

Copyright © [Eva Golinger](#), [Michel Collon info](#), 2008

Articles Par : [Eva Golinger](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca